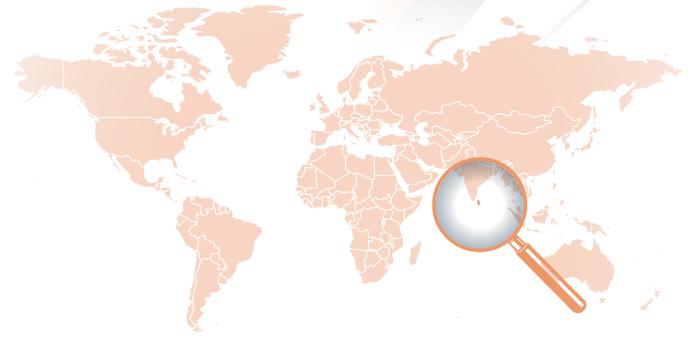




GIJTR

Global Initiative for Justice
Truth & Reconciliation

PROMOUVOIR UNE APPROCHE GLOBALE DE LA JUSTICE ET DE L'ÉTABLISSEMENT DES RESPONSABILITÉS POUR LES PERSONNES SURVIVANTES DE VIOLENCES SEXUELLES EN CONTEXTE DE CONFLIT



L'étude de cas suivante a été rédigée par un consultant indépendant pour le compte de l'Initiative mondiale pour la justice, la vérité et la réconciliation (GIJTR). Cette étude de cas s'appuie sur une combinaison de recherches documentaires, d'analyses de documents et d'entretiens. Elle reflète donc ces perspectives et ces résultats, tels qu'ils ont été compilés et rédigés par le(s) auteur(s) consultant(s). Les personnes interrogées ont été rendues anonymes afin de garantir leur sécurité et leur confidentialité, mais le GIJTR tient à remercier toutes les personnes interrogées pour leur temps et leur participation.

Étude de cas sur dans le Sri Lanka

Auteurs: Frances Harrison, Yasmin Sooka and Dr Michael Korzinski

Introduction et Contexte

Au Sri Lanka, les principales victimes, hommes et femmes tamouls, endurent des violences sexuelles et de la torture infligées par les forces de sécurité de l'État, dans des cadres de détention légale et illégale, tant pendant qu'après la guerre civile, et ce, jusqu'à aujourd'hui¹. Confrontés à la négation constante de l'État et à la protection des responsables, ces victimes se tournent vers des mécanismes de justice informelle. Comme le souligne le Haut-Commissaire aux droits de l'homme des Nations unies, « le Sri Lanka persiste dans un état de déni de son passé, avec des tentatives échouées de recherche de la vérité et des hauts responsables d'État refusant de reconnaître les crimes passés »².

Les personnes survivantes ont adressé des demandes aux instances des Nations Unies et à des gouvernements internationaux pour obtenir des sanctions, des interdictions de visa, des procédures de vérification et d'identification et ont également participé à l'initiation de procès en vertu de la compétence universelle et à des actions en réparation civile³. Elles bénéficient du soutien de deux initiatives au Royaume-Uni : l'International Truth and Justice Project (ITJP), dédié à la collecte et à la conservation de preuves pour les litiges et divers mécanismes d'établissement des responsabilités, et Support a Survivor of Torture (SAST), un projet psychosocial supervisé par une organisation caritative partenaire.

Au Sri Lanka, les ONG sont restreintes dans leur capacité à offrir ouvertement un soutien psychosocial aux victimes de violences sexuelles liées aux conflits (dénommé VSLC dans le reste du document). Elles indiquent que la violence sexuelle est entachée de honte et de stigmatisation, influencée par le contexte culturel et traditionnel. Par conséquent, la véritable ampleur des atteintes sexuelles durant la guerre et ses phases finales est considérablement sous-estimée⁴. Les violences sexuelles, considérées comme un sujet extrêmement sensible, demeurent souvent non déclarées en raison de la honte ressentie par les victimes et les personnes survivantes⁵. Dans la société tamoule, les femmes victimes et survivantes de violences sexuelles se heurtent à d'énormes difficultés, dues aux valeurs fortement ancrées de chasteté et de virginité avant le mariage⁶. La crainte de la stigmatisation sociale et des représailles des auteurs maintient les victimes et les personnes survivantes de viol, tant hommes que femmes, dans le mutisme. La dénonciation des violences sexuelles comporte aussi un important risque de représailles contre les familles des victimes⁷. Une équipe de recherche a révélé que la majorité des violences sexuelles, ainsi que d'autres formes de torture, sont employées pour dominer la population tamoule par l'humiliation et la peur, dans le but de réduire les victimes et leurs familles au silence et d'extorquer de fortes rançons⁸. Les barrières institutionnelles dans le système juridique, qui entravent le signalement et des enquêtes efficaces, ont conduit de nombreuses victimes à ne pas rapporter ces violations. Bien que les sévices sexuels aient affecté hommes et femmes durant la guerre et les conflits continus, les hommes victimes/survivants restent souvent silencieux, craignant l'homophobie et la stigmatisation⁹. Beaucoup de personnes au Sri Lanka, méconnaissant la réalité, pensent à tort que les hommes ne peuvent être victimes de viol et d'atteinte sexuelles, perpétuant ainsi l'idée qu'un homme violé est forcément faible ou homosexuel¹⁰. L'exclusion du viol d'hommes du Code pénal renforce ces conceptions erronées.

ONG SRI-LANKAISES

Les organisations locales œuvrant pour les personnes survivantes de VSLC craignent des représailles de la part des autorités. Elles offrent un soutien aux personnes survivantes dans le cadre de leurs programmes généraux. Pour des raisons de confidentialité, les noms des organisations aidant les victimes au Sri Lanka, principalement basées à Jaffna et Batticaloa, ne seront pas divulgués. Ces organisations rapportent que leur soutien aux personnes survivantes de VSLC est restreint, limité par des contraintes financières et des risques sécuritaires. Les services proposés comprennent l'assistance juridique, le soutien psychologique, l'aide économique,

Initiative mondiale pour la justice, la vérité et la réconciliation

En 2014, la Coalition internationale des sites de conscience (ICSC) a lancé l'Initiative mondiale pour la justice, la vérité et la réconciliation (GIJTR), un consortium de neuf organisations internationales visant à proposer des approches globales, intégratives et multidisciplinaires aux questions de vérité, de justice et de réconciliation. La GIJTR travaille principalement avec les populations locales, les organisations de la société civile (OSC), les survivants et les gouvernements pour développer une justice transitionnelle collaborative, centrée sur les victimes et collaborative, et axée sur la dignité, le respect, l'inclusion et la transparence dans les sociétés sortant d'un conflit ou d'une période de régime autoritaire. Depuis sa création, la GIJTR s'est engagée auprès de personnes de 78 pays, elle a travaillé avec 801 organisations locales de la société civile (OSC), mené 588 projets communautaires et soutenu 8 000 initiatives visant à lutter contre les violations des droits de la personne.

**Pour plus d'informations,
rendez-vous sur gijtr.org.**



GIJTR

Global Initiative for Justice
Truth & Reconciliation

l'accès à un hébergement sûr et la défense des droits. Une ONG du Nord-Est spécialisée en santé et conseil offre du soutien aux victimes/personnes survivantes psychologiquement affectées par le conflit. Leurs services englobent le conseil, des ateliers et la promotion de l'importance du soutien psychologique. Cette ONG forme aussi des personnes chargées du conseil pour travailler avec les communautés et fournit des ressources bibliothécaires sur la santé mentale, le conseil et le bien-être psychosocial. Une autre ONG, active à Jaffna et Batticaloa, offre un soutien aux victimes/personnes survivantes de violences sexuelles et sexistes (SGBV), incluant des services juridiques, des conseils psychosociaux, des foyers d'urgence, des centres d'appels et une aide pour contacter les bureaux d'assistance policière. Des ONG établies depuis plus de 25 ans proposent un soutien psychosocial intégral, y compris la réadaptation, aux personnes survivantes de traumatismes. Elles développent aussi des programmes de formation pour renforcer les compétences des acteurs concernés. Un réseau de femmes dans le district de Batticaloa offre un soutien pour la réhabilitation et la réintégration des victimes de SGBV. À Batticaloa, un centre de développement propose assistance juridique et accompagnement psychologique aux personnes survivantes de SGBV. Ce centre privilégie une démarche sensible à la dimension de genre, en défendant les droits économiques des femmes, en favorisant leur émancipation, et en mobilisant des actions collectives contre la violence faite aux femmes. Leur réseau inclut d'autres groupes de femmes travaillant avec les victimes/survivantes de SGBV, ainsi que des plateformes de dialogues culturels offrant un soutien étendu à de nombreuses femmes, leur apportant assistance face aux violations de VSLC.

Des ONG basées à Colombo, avec des antennes dans plusieurs districts, offrent leur soutien aux personnes survivantes de violences sexuelles dans leurs programmes dédiés à l'égalité et à la justice.

MÉTHODOLOGIE

Pour cette étude de cas, la recherche préliminaire a inclus la consultation de travaux de l'ONU, d'ONG, de recherches universitaires, ainsi que l'exploitation du vaste archivage de témoignages propre à l'ITJP. Pour l'ITJP, la personne avocate spécialisée en droits humains au Sri Lanka a recueilli, tout en préservant son anonymat pour des raisons de sécurité, des informations concernant l'accès à la justice dans le pays. Une personne travaillant au sein d'une organisation partenaire au Sri Lanka a rassemblé des données sur les activités des ONG sri-lankaises pour ce rapport, y compris des entretiens directs avec des personnes survivantes de l'ITJP, une superviseure clinique et des avocats et des avocates, dont la directrice générale de l'ITJP, experte renommée en justice transitionnelle. Les commentaires du personnel et des personnes survivantes participant

au projet psychosocial de l'ITJP ont été intégrés dans l'analyse. Le projet cherche à élaborer des méthodes pour traiter la question de la VSLC et s'inscrit dans le cadre d'une consultation du Global Survivors Fund sur les réparations relatives à la VSLC depuis un an¹¹.

CONTEXTE NATIONAL

La guerre civile au Sri Lanka, qui a opposé les personnes militantes tamoules aux forces de sécurité de l'État, a duré près de trois décennies, de 1983 à 2009. L'apogée fut atteint en 2009, lorsque des dizaines de milliers de civils furent massacrés en quelques mois et que le groupe militant fut vaincu. En réaction à la violation de leurs droits fondamentaux par un État majoritairement cinghalais et bouddhiste, les Tamouls du Sri Lanka ont pris les armes pour revendiquer un territoire national indépendant. Cette résistance, orchestrée par les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), leur a permis, par moments, de contrôler d'importantes parties de l'île et de mettre en place un gouvernement parallèle. Le LTTE a fait l'objet de critiques pour le recrutement d'enfants soldats, la conscription forcée et l'emploi de tactiques kamikazes. Quant aux forces de sécurité étatiques, elles ont sciemment ciblé des hôpitaux et des civils, perpétré des disparitions forcées en masse, et utilisé la torture ainsi que la violence sexuelle comme moyens de répression contre les Tamouls¹².

Bien que les actes de violences sexuelles commis par les forces de sécurité sri-lankaises soient largement documentés, il n'existe pas de preuves suggérant une telle conduite de la part du LTTE¹³. Cette absence est souvent expliquée par l'importance des femmes au sein du mouvement LTTE et la nécessité du soutien communautaire.

Les forces de sécurité impliquées dans ces violations incluent la police, les unités paramilitaires policières, les unités antiterroristes, la Marine, l'Armée et les services de renseignement, épaulées par des groupes paramilitaires tamouls pro gouvernementaux¹⁴. Les principaux responsables de ces actes provenaient principalement de la communauté sinhala.

PÉRIODE POST-CONFLIT

Des accusations persistantes signalent des actes de violence sexuelle généralisée perpétrés par les forces de sécurité à l'encontre de Tamouls de tous âges et sexes, soupçonnés de liens avec le LTTE¹⁵. Ces incidents se sont fréquemment produits lors de détentions illégales, dans un cadre de violence structurelle persistante et de ciblage systématique des Tamouls du nord et de l'est du Sri Lanka¹⁶. Plus récemment, les victimes/personnes survivantes de VSLC comprennent également une nouvelle génération de jeunes hommes tamouls engagés dans la lutte pour leurs droits politiques et humains¹⁷.

L'Enquête des Nations Unies sur le Sri Lanka (OISL) a révélé des allégations préoccupantes de VSLC commises par les forces de sécurité dans les camps d'internement, de déplacement et de réhabilitation¹⁸. Des témoignages rapportent que des femmes ont été détenues dans des camps militaires et soumises à l'esclavage sexuel, parfois durant de longues années¹⁹.

Les formes documentées de VSLC comprennent des brûlures des organes génitaux ou des seins avec des cigarettes, la torsion des organes génitaux masculins, les grattages ou morsures des seins et des fesses, la masturbation forcée, la contrainte à des actes sexuels oraux, l'application de poudre de piment sur les organes génitaux, l'écrasement des organes génitaux à l'aide de tiroirs, ainsi que le viol oral, vaginal et anal, y compris avec des objets tranchants, et le viol en réunion²⁰.

ÉCHELLE

Selon une étude universitaire menée après le conflit, environ 13 % de la population sri-lankaise aurait subi une agression sexuelle durant la guerre²¹. En 1998, au Royaume-Uni, le médecin M. Peel a découvert un taux de prévalence de 21 % de violences sexuelles chez les hommes demandeurs d'asile sri-lankais ayant été sexuellement agressés en détention, après avoir examiné les rapports médico-légaux de 184 hommes²². Freedom from Torture, un réseau britannique de personnes survivantes de la torture, signale fréquemment l'utilisation de la violence sexuelle contre les hommes et les femmes. En 2015, il a été constaté que 39 % de leurs bénéficiaires sri-lankais avaient été victimes de viol et 71 % avaient subi de la torture sexuelle. Les taux de VSLC ont été de nouveau relevés dans leur rapport de 2019²³. En 2013, Human Rights Watch a publié un rapport dans lequel 41 femmes, 27 hommes et trois garçons ont témoigné avoir été victimes de violences sexuelles²⁴. L'ITJP a publié en 2018 un rapport basé sur les témoignages de 121 hommes, survivants victimes de VSLC, et poursuit principalement ses entretiens avec des hommes victimes²⁵. En 2013, une étude de l'ONU a révélé que 14,5 % des hommes sri-lankais interrogés avaient avoué avoir violé une femme (pouvant être leur épouse)²⁶. Cette information renforce les affirmations de l'ONU selon lesquelles « les actes de violence sexuelle n'étaient pas des actes isolés, mais s'inscrivaient dans le cadre d'une politique délibérée »²⁷.

DROIT NATIONAL

Le Code pénal de 1995 constitue le cadre juridique principal contre le viol et la violence sexuelle au Sri Lanka, complété par l'Ordonnance sur les preuves et le Code de procédure pénale qui régissent la procédure et les règles de preuve dans les affaires de viol. Les garanties constitutionnelles, en particulier l'interdiction de la torture et de toutes les formes de traitement ou de peine inhumaines ou dégradantes prévus à l'article 11, offrent également un moyen formel de recours lorsque le viol est reconnu comme de la torture²⁸.

Le viol est défini à l'article 363 du Code pénal et s'applique à toutes les femmes, victimes/survivantes de viol, y compris celles touchées par un conflit armé²⁹. Le Sri Lanka ne dispose pas d'une définition spécifique ou d'une reconnaissance légale des VSLC, et sa législation ne fait pas référence à la définition internationale de ce crime. Selon le Code pénal sri-lankais, le viol est défini comme un acte de pénétration sexuelle forcée par un homme sur une femme sans son consentement³⁰. Dans les cas où la femme est âgée de moins de 16 ans (viol statutaire), souffre de troubles mentaux ou est sous l'effet de drogues ou d'alcool fournis par l'agresseur ou par une autre personne, la question du consentement est jugée sans objet. Il en est de même lorsque la femme croit que l'agresseur est son mari, ou si son consentement est extorqué sous la contrainte, par des menaces, des intimidations, la peur de subir des blessures ou bien la mort, ou pendant qu'elle est en détention illégale³¹.

Malgré des révisions, la définition actuelle du viol dans le Code pénal est considérée comme inadaptée³². La criminalisation des relations consensuelles entre personnes de même sexe représente un obstacle à la révélation pour les hommes victimes et contribue à la persécution des membres des communautés LGBTI+. En outre, l'application de l'interdiction du viol statutaire ne concerne que les filles, à l'exclusion des garçons³³.

En 2013, une étude de l'ONU a révélé que 96,5 % des hommes auteurs de viols n'avaient pas été arrêtés ou emprisonnés pour leurs actes³⁴. Même en cas de procès, des retards chroniques, des défaillances dans l'enregistrement des preuves médico-légales et un manque de soutien aux victimes de SGBV sont fréquents³⁵.

Parmi les cas significatifs, celui de Yogalingam Vijitha, torturée et violée en détention policière, est remarquable. Bien qu'un tribunal ait ordonné une indemnisation, les coupables n'ont jamais été poursuivis³⁶. Une femme tamoule, victime de viol en réunion par quatre soldats à Vishwamadu en 2010, a obtenu une condamnation en 2015, mais les soldats ont été acquittés en appel, forçant la victime à quitter le pays.

Innovations, Opportunités et Défis

APPROCHE PROGRAMMATIQUE SEGMENTÉE

L'approche de l'ITJP et de SAST envers les victimes se décline en deux volets : le premier, un projet de documentation juridique mené par l'ITJP, et le second, un projet de soutien psychosocial par SAST. Ces deux programmes sont sciemment séparés afin de distinguer l'assistance aux victimes ou aux personnes survivantes de l'enregistrement de leurs déclarations, évitant ainsi que l'ITJP ne soit accusé de manipulation de témoins ou de falsification de preuves » Le droit international humanitaire accorde aux victimes de violations flagrantes des droits humains le droit à un traitement psychosocial et à d'autres formes de soutien³⁷.

Le tableau suivant résume l'interaction complémentaire des deux programmes avec les victimes. En pratique, l'ITJP ne peut pas prendre de déclarations détaillées de chaque victime/personne survivante ayant besoin d'aide. Ainsi, une personne peut participer au programme SAST sans jamais donner de déclaration complète, ou bien fournir une déclaration avant de rejoindre ce programme.

Établissement des responsabilités légales - ITJP	Guérison Psychosociale - SAST
<p>Identification des témoins</p> <p>Recueil de témoignages par des responsables d'enquêtes indépendants, souvent formés par les Nations Unies. Ce processus s'appuie habituellement sur des rapports médico-légaux indépendants et des documents justificatifs.</p>	<p>Contrôle de sécurité effectué par le personnel, suivi de l'intégration aux activités, incluant les séances de conseil de groupe, l'art thérapeutique, les cours d'anglais et d'art, un déjeuner fourni, ainsi que la prise en charge des frais de déplacement.</p>
<p>Aide à la protection des témoins (orientation vers le projet de soutien psychosocial, assistance pour la demande d'asile, conseils face aux menaces contre les familles au Sri Lanka).</p>	<p>Assistance matérielle : fourniture de vêtements, nourriture, soins médicaux, hébergement et orientation vers d'autres services sociaux, incluant l'apprentissage de l'anglais.</p>
<p>Consentement des témoins à partager leurs témoignages avec des tiers, y compris les procureurs et procureures, et accord pour des rencontres avec l'ONU ou d'autres organisations.</p>	<p>Un soutien constant en période de crise, une aide pour les funérailles, les cérémonies de deuil, les festivités, l'assistance dans les processus de réunification familiale ; un accompagnement global des familles, y compris celles résidant au Sri Lanka.</p>
<p>Les témoins déposent leur témoignage auprès des responsables des enquêtes ou participent directement aux plaidoyers auprès des décideurs.</p>	<p>Participation des témoins à des consultations individuelles et collectives.</p> <p>Participation à des activités sociales de groupe</p>

Offrir un soutien psychosocial complet est crucial pour le projet de documentation et pour la protection des témoins, traitant les préjudices physiques et psychologiques des victimes (tant sur le plan physique, mental qu'identitaire) ainsi que les impacts sociaux (sensation de trahison de la justice sociale et perte de confiance en l'autorité). Il convient de souligner que les victimes/personnes survivantes de VSLC arrivent souvent dans un état de privation, sans vêtements de rechange, manteaux d'hiver, brosses à dents, et parfois même sans chaussures adaptées pour assister aux réunions. Dans ces situations, il est irréaliste de solliciter leur avis sur l'établissement des responsabilités sans répondre d'abord à leurs besoins physiques immédiats³⁸.

CIBLAGE D'UN SEUL PAYS

La plupart des services de réadaptation pour victimes de torture au Royaume-Uni accueillent des victimes/personnes survivantes de diverses origines. Le projet de l'ITJP se concentre sur l'assistance aux victimes/personnes survivantes d'un pays particulier, créant ainsi une homogénéité bénéfique pour celles ciblées en raison de leur appartenance ethnique. Rassembler dans un même groupe des personnes séparées de leurs proches et plongées dans l'isolement, où tous partagent une langue et une culture communes, a un effet profondément réparateur. C'est la raison pour laquelle les cérémonies annuelles de deuil collectif organisées par SAST sont si efficaces pour le processus de guérison. De même, ces événements conduisent à des célébrations qui aident à recréer un sentiment d'appartenance malgré l'exil³⁹. Les rassemblements de groupe, qui intègrent poésie, art,

chant, allumage de bougies et partages spontanés, créent un lieu à la fois intime et puissant pour les victimes/personnes survivantes de guerre, leur offrant un espace pour s'exprimer et surmonter le sentiment de culpabilité associé à leur survie. Les rituels originaires du Sri Lanka sont adaptés, comme l'utilisation de roses à la place de la fleur nationale tamoule et l'allumage de bougies chauffe-plat au lieu des lampes à huile traditionnelles. Ces pratiques rituelles sont fondamentales pour structurer la réponse au deuil⁴⁰. « Ces célébrations liées aux deuils me donnent l'impression que nous et nos proches ne sommes pas oubliés. Elles me reconnectent également au Sri Lanka, me faisant sentir toujours unie à ma famille dans mon pays natal », confie une personne survivante.

« Ces événements nous apportent un grand réconfort, surtout quand nous sommes loin de notre famille et de notre pays, et confrontés à des situations difficiles », confie une personne. Ceci est particulièrement le cas pour les personnes qui ont été victimes de disparitions forcées. Comme l'exprime la même victime/personne survivante, « Les personnes disparues se voient refuser une place parmi les vivants, tout comme parmi les morts »⁴¹.

L'impact est d'autant plus fort que les victimes/personnes survivantes se sentaient auparavant exclues des réunions sociales. « Les violences sexuelles entraînent la séparation de familles. Lorsque nous sommes victimes de violences sexuelles, nous sommes marginalisées dans la société. Même en participant à une cérémonie ou une célébration, nous sommes ostracisées, les autres hésitant à nous adresser la parole »⁴².

PERSONNEL SURVIVANT

SAST engage des victimes/personnes survivantes, elles-mêmes réfugiées récentes d'origine ethnique tamoule, pour diriger son programme de soutien psychosocial. Plusieurs membres du personnel ont eux-mêmes subi des violations similaires à celles des groupes qu'ils aident. Deux d'entre elles ont une expérience en conseil dans des zones de conflit, tandis que d'autres ont travaillé dans divers programmes humanitaires en zone de guerre, ce qui leur confère une capacité particulière à établir la confiance avec les victimes/personnes survivantes, une confiance difficilement obtenue par les membres de la diaspora établie.

L'ITJP a mis à disposition du personnel de conseil tamoul une personne experte en traumatologie et en soutien psychosocial basée au Royaume-Uni, qui assure une supervision hebdomadaire, car ceux-ci traitent eux-mêmes un grand nombre de traumatismes et nécessitent un soutien psychologique et institutionnel important pour éviter de se fragmenter en tant que groupe professionnel. À plusieurs reprises, les bénéficiaires du projet ont tenté de diviser le personnel, de les manipuler, de les opposer les uns aux autres, de décharger leur colère sur eux, de franchir les limites personnelles, et de les contacter à toute heure pour exploiter leur sentiment de culpabilité ou leurs vulnérabilités. De plus, le personnel est souvent confronté à des dilemmes entre les différences culturelles et les exigences juridiques concernant les questions de protection au Sri Lanka et au Royaume-Uni, notamment les responsabilités en matière de signalement de la violence domestique, de la traite des êtres humains et du risque de suicide. De plus, en tant que personne réfugiée ayant manqué d'opportunités éducatives du fait du conflit, le personnel a aussi besoin d'un soutien renforcé en matière d'évolution professionnelle.

Se concentrer délibérément sur un seul pays donne au personnel la capacité de mieux comprendre les nuances culturelles spécifiques aux victimes/personnes survivantes de ce pays⁴³. Elles saisissent les

complexités liées à la documentation des violations, notamment les VSLC, dans un environnement politique oppressif tel que celui du Sri Lanka, où l'utilisation de processus de communication dissimulés est essentielle pour protéger les personnes. Ces défis naissent de la nature périlleuse de discuter de sujets sensibles, surtout dans un contexte où la société tamoule a tendance à culpabiliser la victime. « Il y a une mentalité répandue au sein du grand public selon laquelle les victimes de viol sont tout aussi coupables que les agresseurs, insinuant que les femmes sont également responsables de devenir des victimes de viol par leur comportement »⁴⁴.

Le personnel tamoul d'accompagnement possède une aptitude remarquable à démêler des problématiques domestiques extrêmement sensibles et complexes, propre au contexte de l'exil, nuances qui échapperaient vraisemblablement à des non Tamouls, comme l'ostracisme familial et tout le poids de la honte et de la stigmatisation que la VSLC entraîne. Par exemple, la volonté de préserver la réputation familiale a fait que des jeunes hommes, victimes/survivants de VSLC résidant à l'étranger, ont mis des semaines à dévoiler les sévices subis de la part de membres de leur famille au Royaume-Uni. Dans un cas spécifique, un jeune homme a perdu 10 kg en deux mois suite à son arrivée au Royaume-Uni, car l'épouse de son oncle ne lui fournissait pas assez de nourriture et ne chauffait pas sa chambre. Son état s'est détérioré jusqu'à l'intervention d'une ambulance. C'est l'arrivée de l'ambulance à leur domicile qui a finalement conduit à un changement de sa situation. L'épouse refusait d'accueillir le garçon chez elle, tandis que son mari, ayant prêté de l'argent à la famille du jeune homme pour leur voyage au Royaume-Uni, refusait de le laisser partir, craignant qu'il ne rembourse pas l'argent une fois l'asile obtenu. Le personnel tamoul de l'ITJP a rendu visite à la famille pour leur rappeler, avec tact, que la communauté élargie surveillait la situation, même au Royaume-Uni.

TACTIQUES DE SURVIE

De plus, les ONG adoptent des stratégies de survie. Pour les ONG en zones de conflit, il est dangereux de faire plus que documenter les violations ; s'aventurer à identifier les auteurs (qui peuvent être connus) est risqué, surtout lorsqu'il s'agit de désigner des commandants de haut rang. Au Sri Lanka, le personnel des ONG affirme ne pas entrer dans les villages pour documenter les VSLC ou d'autres violations graves, par crainte des forces de sécurité et des informateurs. Les ONG sri-lankaises préfèrent établir une relation de long terme avec les personnes survivantes par le biais d'une assistance à la subsistance et, pendant les périodes de relative sécurité, utiliser cela comme couverture pour un travail de documentation discret. Les organisations partenaires situées à l'est du Sri Lanka signalent que visiter les villages pour solliciter l'autorisation de diffuser les témoignages existants auprès de l'ONU présente trop de risques. Parfois, même offrir un simple soutien psychologique peut être dangereux, car les autorités, complices des violations, perçoivent cela comme une « fouille dans le passé » qui empêche les gens d'« aller de l'avant ». De même, en exil, le projet psychosocial mené par l'ITJP/SAST a d'abord proposé des cours d'anglais, car, outre le besoin réel, cela constituait un prétexte acceptable pour les personnes survivantes à communiquer à leurs familles, contrairement à la recherche de soutien psychosocial. L'éducation étant très valorisée culturellement, les personnes survivantes peuvent ainsi éviter la stigmatisation sociale ressentie au sein de la communauté tamoule concernant l'accès aux soins de santé mentale.

VOIES VERS LA JUSTICE ET L'ÉTABLISSEMENT DES RESPONSABILITÉS

La première phase du projet juridique de l'ITJP consiste à documenter, avec des responsables des enquêtes indépendants interrogeant les témoins et recueillant leurs déclarations, y compris la révélation des violations. La deuxième étape consiste pour l'organisation à collecter des preuves contextuelles et de connexions afin d'élaborer des dossiers contre les auteurs présumés. Les preuves sont conservées pour différentes initiatives futures d'établissement des responsabilités. Les personnes survivantes, avec leur consentement, ont rencontré des spécialistes et des procureurs et des procureures de l'ONU (tant pour leur témoignage que pour des consultations plus larges sur la justice transitionnelle) et ont collectivement participé à un dialogue avec le Global Survivors Fund sur les réparations appropriées pour les VSLC depuis un an.

L'ITJP a exploité ses dossiers sur les responsables à des fins judiciaires, incluant des cas de compétence universelle, des réclamations civiles pour dommages-intérêts en Amérique latine, aux États-Unis, à Singapour et en Europe, ainsi que dans de nombreuses initiatives de rétablissement de la vérité (enquêtes de l'ONU, WGEID, CEDAW, UPR, rapporteurs), des interactions avec les médias (voir les rapports des donateurs/le site web pour les articles de presse), lancement de rapports, des événements parallèles à l'ONU et des briefings de discussion en ligne.

Dans un contexte hostile où l'État nie les VSLC, l'approche adoptée par les personnes chargées des enquêtes de l'ITJP ou les personnes chargées du conseil de SAST peut avoir un impact significatif sur le bien-être mental et social des personnes survivantes. Cette approche reconnaît que la plupart des victimes/personnes survivantes n'auront probablement jamais l'opportunité de se présenter devant un tribunal et que leur interaction avec notre projet peut être la seule occasion où leur histoire est entendue, ce qui doit constituer un processus de guérison en soi.

METTRE EN AVANT LES VOIX DES VICTIMES

Mettre les victimes/personnes survivantes au centre des stratégies d'établissement des responsabilités permet d'affronter directement les circonstances qui ont mené aux violations graves dès le départ⁴⁵. Toutefois, les victimes peuvent ne pas se sentir en sécurité pour discuter ouvertement de VSLC. Lorsqu'une personne se trouve dans un endroit où sa sécurité est compromise, tel que le Sri Lanka, il est préférable d'attendre qu'elle soit en sécurité avant de commencer la documentation. Cela inclut des mesures visant à prévenir les risques de préjudice pour les familles toujours au Sri Lanka des victimes vivant à l'étranger.

Les programmes SAST/ITJP se concentrent exclusivement sur les victimes/personnes survivantes en exil, ce qui implique des dynamiques particulières dues à leur isolement et à l'absence de soutien familial. De plus, ces victimes/personnes survivantes ont souvent beaucoup de temps libre en raison des restrictions d'emploi liées à leur statut d'immigré en attente. Cette situation est une opportunité favorable pour la révélation, mais nécessite également un soutien supplémentaire en raison de leur isolement⁴⁶.

Il existe aussi une idée fautive chez les donateurs et au sein de la société civile sri-lankaise, qui présuppose qu'étant dans un pays riche et développé, ces victimes/personnes survivantes bénéficieraient d'une bonne prise en charge. Leur position géographique en exil entraîne parfois qu'ils ne sont pas perçus comme des victimes/personnes survivantes « véritables » ou « authentiques », ni même comme ayant le droit de donner

leur avis sur l'avenir de leur pays⁴⁷. Cependant, lorsque ces victimes/personnes survivantes sont requises pour des processus d'établissement des responsabilités internationales inaccessibles depuis le Sri Lanka (tels que le Groupe d'Experts des Nations Unies, l'OISL, l'OSLAP), on fait de nouveau appel à ce même groupe.

À l'échelle internationale, il est essentiel de mieux comprendre les liens entre les personnes en exil et celles restées au Sri Lanka. Il est nécessaire de distinguer ceux qui font partie de la diaspora depuis 40 ans de ceux qui viennent d'arriver. Le discours actuel tend à négliger le flux continu d'informations entre la population exilée et leurs proches au Sri Lanka. La diaspora, en accueillant les nouveaux arrivants, est constamment retraumatisée par les récits récents de violations, y compris les VSLC⁴⁸. La victimisation collective peut créer un sentiment d'existence menacée, renforçant une vulnérabilité perpétuelle du groupe, une anxiété collective et une mentalité de « peuple en danger d'extinction, constamment sur le point de disparaître »⁴⁹. En conséquence, les développements politiques, sociaux et économiques dans leur pays d'origine influencent la capacité de rétablissement des victimes exilées. Lorsque des membres de la famille sont menacés ou blessés au Sri Lanka, cela a un impact immédiat sur la santé mentale de la victime/personne survivante à l'étranger. C'est pourquoi le projet offre parfois un soutien sous forme d'aide financière aux familles au Sri Lanka, sachant que sans ce type de soutien, la victime/personne survivante à l'étranger ne peut pas progresser. Par exemple, lorsque le frère ou la sœur d'une victime/personne survivante exilée est arrêtée au Sri Lanka, l'ITJP intervient en prenant en charge les frais juridiques, le soutien à la subsistance de la famille, ou dans certains cas, les frais funéraires.

La participation d'équipes de recherche internationales indépendantes non tamoules dans ce travail est hautement symbolique pour les victimes/personnes survivantes, beaucoup ressentant que les Tamouls ont été abandonnés par la communauté internationale sur les plages de Mullaitivu en 2009. Leur participation est significative, car ils sont symboliquement perçus comme témoins pour la communauté internationale, bien que tardivement. Ils sont également perçus comme étrangers à la culture tamoule en ce qui concerne l'assurance d'une révélation sûre, comme l'a exprimé un survivant.

La première fois que j'ai parlé des violences sexuelles, c'était lors de ma rencontre avec la personne chargée de l'enquête. Il m'est très difficile d'envisager de partager ces informations de ce qui m'est arrivé avec des membres de la communauté tamoule. Si je révélais ce type d'atteintes sexuelles, je serais perçu et traité différemment. L'enquêtrice n'est pas tamoule. Je me suis senti en confiance pour me confier à elle, sachant que si ma déclaration était utilisée, ce serait uniquement avec mon consentement et mes informations seraient anonymisées. Ainsi, mon identité ne serait pas révélée, et je n'aurais pas à subir la honte et la stigmatisation de la part d'autres Tamouls⁵⁰.

Cela néglige toutefois la participation des interprètes tamouls dans le processus. Lors d'une consultation, un homme victime/survivant a confié avoir pu parler des violences sexuelles liées au conflit armé grâce au soutien d'une interprète tamoule plus âgée qui, avant l'entretien, lui avait assuré qu'elle était préparée à entendre son récit sans être choquée. Ainsi, elle a permis à ce jeune homme de s'écarter des normes culturelles établies. Des années plus tard, il a identifié ce soutien comme le facteur clé ayant facilité sa révélation lors d'une discussion en groupe.

Les observateurs extérieurs offrent également une perspective globale, en reliant les crimes au droit international et en identifiant les tendances et les modèles systématiques de violations. Les juristes et analystes de l'ITJP œuvrent à reconstituer les scènes de crime et à établir le lien entre les violations et les unités responsables. La documentation doit adhérer aux normes internationales les plus rigoureuses pour fournir des preuves fiables et solides aux autorités, en particulier pour les enquêtes et les mécanismes d'établissement des responsabilités, y compris dans les cas relevant de la compétence universelle. L'ITJP a fourni des preuves contextuelles et de connexions aux Nations Unies et aux procureurs et procureures travaillant sur des affaires de compétence universelle impliquant les unités et les commandants responsables de crimes internationaux graves.

EXPÉRIENCES DE MULTIPLES VIOLATIONS

Il est crucial de reconnaître que les victimes/personnes survivantes ont subi de multiples violations, y compris des VSLC, même après la fin de la guerre. Les responsables des enquêtes visent à documenter non seulement les VSLC, mais également l'ensemble des expériences des victimes/personnes survivantes, les préjudices subis, le contexte de ces événements et leurs conséquences, dans le but de consigner ce qu'elles ont vécu et, si possible, d'identifier les responsables.

SYSTÈMES D'ORIENTATION

Les victimes/personnes survivantes sont identifiées et orientées vers l'ITJP par l'intermédiaire d'un réseau d'avocats et d'avocates indépendantes, de médecins et d'autres victimes/personnes survivantes avec qui l'ITJP a établi une relation de confiance au fil des années. La documentation implique un entretien avec un avocat ou une avocate de l'ITJP, assisté par une personne tamoule de confiance qui a assuré l'interprétariat, et une déclaration écrite est enregistrée en anglais. Des informations corroborantes sont recueillies sous forme de preuves, parmi lesquelles des rapports médico-légaux indépendants, des réclamations faites par les familles auprès de la Commission des Droits de l'Homme du Sri Lanka et de la police, des dépôts de requêtes en habeas corpus, et en dernier lieu, des articles issus de la presse tamoule.

DOCUMENTATION CONFORME AUX NORMES INTERNATIONALES

L'ITJP s'assure que les entretiens sont menés conformément aux meilleures pratiques internationales, respectant le principe de « ne pas nuire » et garantissant les plus hauts niveaux de confidentialité et de sécurité. Une attention toute particulière est portée à ne pas retraumatiser les victimes/personnes survivantes durant les entretiens, en prévoyant des pauses, en les accompagnant tout au long du processus et, si nécessaire, en assurant un suivi par une personne chargée du conseil parlant tamoul après chaque jour d'entretien, une fois que la victime/personne survivante est rentrée chez elle. Cependant, il y a eu des moments dans le processus de collecte de preuves où celles et ceux impliqués dans la documentation ont été profondément émus par l'horreur et la brutalité des témoignages recueillis. Tous les membres du personnel de l'ITJP, y compris les responsables des enquêtes, bénéficient d'un soutien pour le traumatisme secondaire, et notre expérience montre que chacun en a besoin à un moment donné. Les responsables des enquêtes peuvent contacter la personne chargée de la coordination du programme chaque soir pour discuter du cas qu'elles documentent et également pour recevoir un soutien psychosocial.

L'expérience de l'ITJP montre que le processus de documentation bien conduit peut être libérateur pour la victime. Une femme nous a confié qu'elle se sentait comme si elle avait marché à Londres les yeux bandés jusqu'à sa rencontre avec nous, où elle a pu faire une déclaration complète, révélant pour la première fois des années d'atteintes sexuelles et physiques dans plusieurs centres de détention⁵¹. Elle a exprimé que donner sa déclaration était comme se faire retirer un bandeau des yeux et pouvoir voir à nouveau. Après plusieurs jours

d'un processus très intense, les victimes/personnes survivantes se sentaient nettement soulagés, affirmant que c'était un soulagement de partager leur histoire avec quelqu'un. Parfois, la personne interviewée enlace et remercie la personne chargée de l'enquête à la fin de la journée, l'une d'elles ayant déclaré que l'entretien et la prise de déclaration étaient les premières fois où elle s'est sentie respectée au Royaume-Uni.

PRIORITÉS

L'objectif de l'ITJP est de documenter de manière complète les divers récits et les vécus des différents types de victimes/personnes survivantes concernant les violations pendant et après le conflit, aboutissant à des rapports détaillés. Ces cas incluent des cas récents de VSLC⁵², de torture/VSLC par une unité spécifique⁵³, de torture/VSLC et de disparition sur un site spécifique⁵⁴, ainsi que d'autres violations telles que la disparition forcée. L'ITJP a documenté les témoignages de nombreux officiers des forces de sécurité cinghalaises (dénommés « témoins internes »), ainsi que ceux des victimes/personnes survivantes. L'ITJP a établi ses propres priorités d'enquête, bien qu'elles ne coïncident pas souvent avec celles des donateurs. Les priorités de financement des donateurs au Sri Lanka se concentrent généralement sur les violations post-conflit, plutôt que sur la documentation des violations en cours.

Pour des raisons évidentes de sécurité, les victimes/personnes survivantes cinghalaises et les témoins internes ne sont pas intégrés dans le programme psychosocial. Cependant, l'ITJP mène des entretiens et recueille les déclarations, tandis que SAST leur offre un soutien psychosocial continu de manière individuelle.

La focalisation sur les violations liées au conflit s'est avérée la plus efficace dans les cas de compétence universelle concernant le Sri Lanka⁵⁵, en plus de lancer des actions en dommages-intérêts⁵⁶ pour les crimes de torture, de VSLC et de disparitions forcées massives lors des derniers jours de la guerre. Cela est dû à la présence de preuves contextuelles et de connexions permettant d'identifier les individus en position de commandement. Ces preuves comprennent des rapports détaillés de l'État sur les emplacements des unités militaires et des commandants dans les zones concernées à ces dates, ainsi que des documents audiovisuels, incluant des cartes.

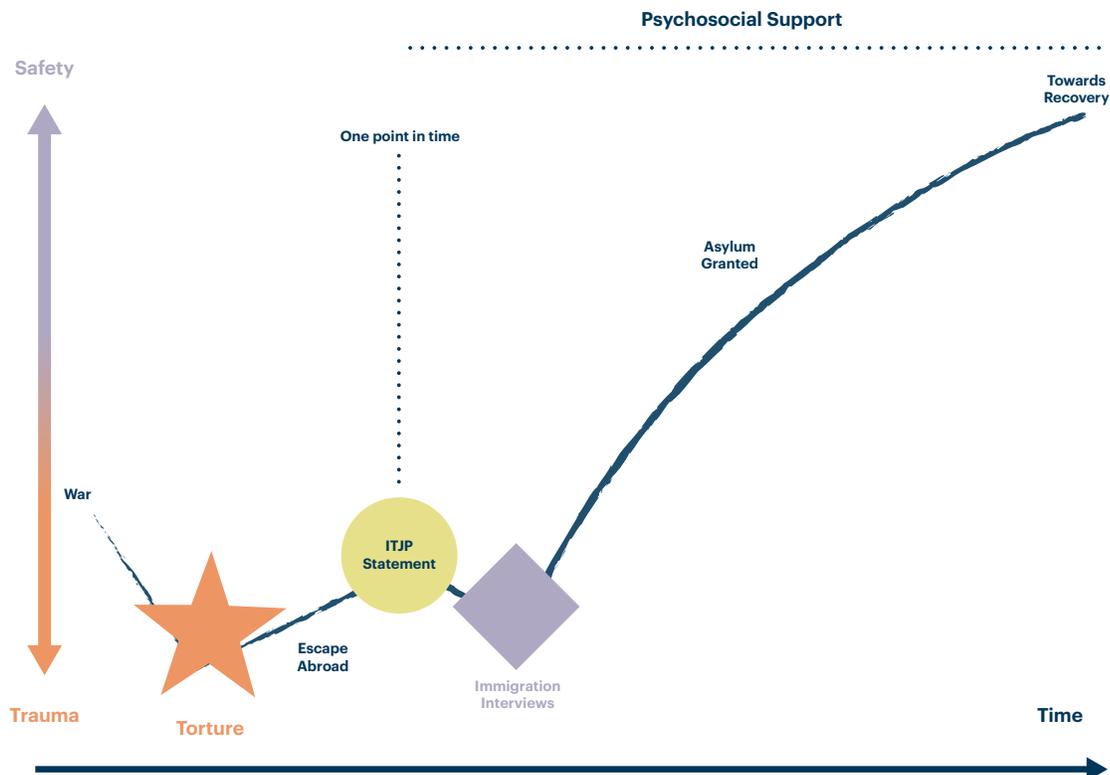
Toutefois, une plainte aux États-Unis pour dommages-intérêts en vertu de la loi sur la protection des victimes de la torture a dû être retirée, car le défendeur, ayant été élu président, bénéficiait ainsi de l'immunité en tant que chef d'État. Il n'a pas été possible de relancer l'affaire depuis, même après la démission de l'ancien président, parce qu'il faudrait lui signifier à nouveau les documents aux États-Unis, ce qui est peu probable, sa présence dans le pays l'exposerait à de nouvelles poursuites maintenant qu'il a quitté ses fonctions⁵⁷. Un cas en Amérique latine basé sur la compétence universelle contre un ancien ambassadeur sri-lankais (ancien commandant de l'armée pendant la guerre en charge d'un des centres de détention les plus connus au Sri Lanka) a amené le Brésil à envisager de transférer l'affaire au Royaume-Uni, tandis que le Chili a désigné un procureur pour entamer les enquêtes. Cependant, le procureur a été muté, ce qui a entraîné un désintérêt des autorités chiliennes pour l'affaire, alors que l'accusé avait déjà quitté l'Amérique latine. Ce cas souligne l'importance non seulement d'une action rapide lorsqu'une cible se trouve dans une juridiction, mais aussi d'un climat politique favorable et d'un investissement soutenu des donateurs dans la défense internationale et multilingue pour appuyer de telles initiatives juridiques une fois qu'elles sont lancées avec succès.

SOUTIEN PSYCHOSOCIAL

Une déclaration de témoin de l'ITJP est un récit exhaustif de toutes les violations subies, y compris les VSLC, recueilli à un moment donné. Cependant, notre pratique consiste à revenir vers certains témoins ultérieurement pour des déclarations supplémentaires, s'inscrivant dans notre engagement continu envers eux. En revanche, la participation au projet psychosocial est un processus en continu (voir diagramme).

Outre le soutien aux victimes/personnes survivantes, ce contact hebdomadaire continu avec les témoins offre de nombreux avantages supplémentaires pour le travail de documentation et d'établissement des responsabilités juridiques :

- Les victimes/personnes survivantes orientent de nouvelles personnes vers le projet.
- Avec le temps, les victimes/personnes survivantes se souviennent de davantage d'événements et dévoilent plus d'informations.
- Les victimes/personnes survivantes nous informent régulièrement sur la situation dans les villages des zones de conflit où résident leurs familles, avec qui elles communiquent quotidiennement, fournissant ainsi des informations actualisées sur la répression.
- La confiance en notre organisation s'est renforcée au fil des années, nous permettant de solliciter à nouveau les membres du groupe pour témoigner, partager des informations avec des tiers, y compris l'ONU, ou pour combler les lacunes en matière de connaissances. Lorsque le Mécanisme d'établissement des responsabilités des Nations Unies pour le Sri Lanka a souhaité consulter des victimes sur la justice transitionnelle, l'ITJP a rapidement organisé des rencontres avec 60 personnes réparties en petits groupes sur deux jours, grâce à notre réseau et nos structures. Certaines victimes/personnes survivantes ont confié à l'ONU qu'elles ne sont venues que grâce à la confiance en notre organisation.



Leçons, réflexions et recommandations

Les « Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire » reconnaissent explicitement cinq formes de réparation : restitution, compensation, réhabilitation, satisfaction et garanties de non-répétition⁵⁸. Ce droit inaliénable, stipulé pour toutes les victimes/personnes survivantes de graves atteintes ainsi que pour leurs ayants droit, vise à atteindre un état physique et psychologique optimal en s'adressant à l'individu, à sa famille, à la communauté locale et même à la société dans son ensemble. »⁵⁹.

Le principe fondamental des réparations est de rétablir chez la victime/personne survivante la croyance en une société juste et de s'engager dans un processus qui réaffirme son humanité et sa dignité fondamentale. Obtenir la justice sociale pour les victimes/personnes survivantes offre un potentiel de guérison considérable et est essentiel dans le processus de médiation entre leur vécu et leur vie en exil. Cela vise à garantir que leurs droits humains ne soient plus négligés ou oubliés. Cette importance est accrue, car les individus que nous soutenons sont ceux qui ont été ciblés au Sri Lanka pour leur militantisme en faveur des droits humains. Même en exil, les personnes sont désireuses de parler au nom de celles et ceux restés au Sri Lanka. « J'ai l'opportunité d'être la voix d'autres personnes survivantes qui ont subi la torture, les violences sexuelles et d'autres formes de mauvais traitements ». Elles constatent également que lorsqu'une innovation est efficace, comme l'initiation du dialogue sur les VSLC, cela peut bénéficier à d'autres dans des situations similaires. « Des séances comme celles-ci seraient utiles pour d'autres personnes survivantes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Sri Lanka »⁶⁰.

Néanmoins, le sentiment d'impuissance et d'isolement vécu sous la torture se manifeste souvent dans l'aliénation ressentie par une personne en exil. Pour de nombreuses victimes/personnes survivantes, le concept même de communauté a été brisé, et les sentiments de trahison et de méfiance prédominent, comme le voulaient les auteurs. Le projet SAST réunit une communauté thérapeutique qui vise à créer un espace sécurisé pour les victimes, tandis que le projet ITJP se concentre sur la vérité, la justice et l'établissement des responsabilités pour les violations subies.

Reconstruction de la vie communautaire par SAST. La reconstruction de la vie communautaire se fait généralement au niveau du village. L'ITJP utilise un espace sécurisé comme une église, offrant de nombreux sous-espaces pour diverses activités, y compris des séances de conseil dans une salle à part et privée. Une personne bénévole organise les célébrations d'anniversaire après le déjeuner et celles pour ceux qui obtiennent l'asile. En outre, des fêtes telles que Diwali, Thai Pongal, le Nouvel An tamoul et Noël sont célébrées. Des événements commémoratifs sont organisés par les victimes/personnes survivantes pour le 18 mai et le 27 novembre, dates importantes du calendrier tamoul. Lorsqu'un membre du groupe est en deuil, le SAST prend en charge les frais de déplacement de ses amis pour leur rendre visite à domicile et présenter leurs condoléances. Des excursions sont organisées en été pour visiter des sites à Londres, aller à Brighton pour profiter de la mer, jouer au bowling ou au cricket dans le parc. Ces événements sont cruciaux pour renforcer le groupe et « créer des souvenirs heureux ». Ils réparent les liens sociaux brisés par la torture et les violences sexuelles en temps de conflit, l'isolement carcéral, la vie en exil, la séparation d'avec les proches, la crainte de téléphoner chez soi par peur de mettre en danger sa famille, la stigmatisation, la pauvreté et les difficultés linguistiques dans le pays d'accueil.

Il s'agit de guérison sociale⁶¹. Comme l'a exprimé une personne survivante, « Ces séances m'aident à guérir des conséquences de ce qui m'est arrivé ». Les liens sociaux jouent un rôle crucial dans la gestion de l'adversité par les êtres humains et des projets sociaux comme SAST jouent un rôle essentiel dans la manière dont les personnes réagissent aux traumatismes. Une personne survivante participant à la consultation sur la réparation des VSLC du Global Survivors Fund a commenté : « L'expérience de la violence sexuelle est inoubliable et impardonnable. Partager avec des proches pourrait m'aider à atténuer la douleur et le traumatisme... Au début, j'avais peur, j'étais timide, même honteuse de participer à ces séances ; maintenant, je me sens suffisamment en confiance pour en [les VSLC] parler avec d'autres victimes. Je vous prie de bien vouloir poursuivre ces séances ».

Justice et réparation médicale entrelacées. Les traumatismes post-conflit et la guérison doivent être envisagés comme un processus continu et non seulement comme la conséquence psychologique d'un événement isolé. La guérison se produit progressivement dans le contexte social et politique plus large d'un cycle de conflit, où la vérité, la justice et la réparation jouent un rôle essentiel⁶².

L'approche de l'ITJP intègre le traumatisme individuel et collectif dans un contexte historique et sociopolitique spécifique. Les victimes/personnes survivantes cherchent non seulement une aide médicale et psychologique, mais également la sécurité, la reconnaissance, la justice sociale et juridique, ainsi que la validation de la gravité des violations subies. Implicitement, leur demande d'aide inclut un besoin fondamental de réparations, à la fois morales et matérielles. Les réparations envoient par ailleurs un message important de reconnaissance, d'inclusion et de dignité, affirmant que les personnes survivantes sont valorisées tant individuellement qu'en tant que membres de la communauté. SAST et l'ITJP, bien que des projets indépendants, lient le rétablissement de la vérité, de la justice et les réparations pour répondre aux besoins en matière de droits humains et de santé des victimes, intégrant ainsi la reconnaissance et la justice sociale. Les projets mettent en œuvre divers instruments internationaux relatifs à l'établissement des responsabilités des violations des droits de l'homme, intégrant les besoins des personnes survivantes en matière de sécurité, d'établissement des responsabilités et de justice sociale, avec leur droit à une assistance juridique et un accompagnement en cas de traumatisme. À chaque avancée réalisée dans le domaine de la justice et de l'établissement des responsabilités, impliquant l'ITJP, les victimes sont informées, en discutent et ressentent une grande fierté pour cette réalisation.

Supervision de Conseil. La supervision clinique ou de conseil, distincte de la supervision managériale, est un outil de formation essentiel pour le développement de compétences thérapeutiques efficaces. Elle soutient le développement professionnel des personnes chargées du conseil en leur fournissant un espace pour la réflexion, l'autoévaluation et le développement des compétences. Les séances de supervision aident le personnel à élargir ses connaissances théoriques, améliorer ses compétences cliniques et acquérir de nouvelles perspectives sur leur travail sur le terrain. Bien que les informations concernant les victimes/personnes survivantes restent confidentielles, les responsables du conseil sont encouragés à analyser l'interaction entre eux et la victime de VSLC, le responsable de la supervision identifiant les principes applicables en matière de traumatologie et de thérapie. Les responsables du conseil sont invités à partager leurs problèmes personnels et à réfléchir à leur impact sur leur discernement professionnel lorsqu'ils interagissent avec les victimes/personnes survivantes. Néanmoins, ces problématiques sont également traitées lors de séances de thérapie individuelles distinctes, qui sont aussi disponibles.

Comme le personnel de SAST est lui-même constitué de personnes survivantes, il apporte ses propres préjugés et perspectives concernant le traumatisme, la culture, le genre et la justice, ainsi que ses idées sur ce que devraient être ses rôles. La supervision leur permet de développer un cadre et un langage communs, ainsi qu'une approche unifiée dans leur travail. L'ITJP a mis en place un système permettant à chaque membre du personnel de gérer toute situation, en ayant l'assurance de pouvoir demander l'aide de collègues ou de la personne chargée de la supervision pour obtenir les informations et le soutien nécessaires.

DÉFIS

Manque de Justice. Les victimes/personnes survivantes ressentent une frustration croissante et un sentiment de trahison profond. face au manque d'établissement des responsabilités pour les violations graves commises pendant et après la guerre et à l'échec de la mise en œuvre de la justice transitionnelle au Sri Lanka et à l'international. Les victimes/personnes survivantes ont remarqué une différence flagrante dans la réaction de la communauté internationale au conflit en Ukraine par rapport à celui au Sri Lanka, en particulier concernant les mesures d'enquête et d'établissement des responsabilités adoptées. Lors des visites de délégations des Nations unies et de rapporteurs spéciaux, le groupe de victimes/personnes survivantes a exprimé un sentiment d'abandon, ressenti depuis la guerre de 2009 et persistant à cause du manque d'établissement des

responsabilités au niveau national et international. S'ajoute à cela la frustration face aux discours vides sur les droits de l'homme et les droits des Tamouls tenus par les responsables politiques internationaux, qui ne se traduisent pas par des actions concrètes exerçant une pression effective sur le gouvernement du Sri Lanka. Les responsables politiques locaux au Sri Lanka n'ont pas non plus réussi à exercer une pression suffisante sur le gouvernement pour qu'il assume ses responsabilités.

L'ITJP joue un rôle essentiel dans la facilitation des contacts entre les victimes/personnes survivantes et d'autres ONG internationales, les États membres, l'ONU, et les personnes militantes des droits humains de diverses communautés et organisations au sein du pays. L'incapacité généralisée à obtenir justice peut se retourner contre l'ITJP. Lors d'un dialogue récent, une personne survivante a exprimé : « Je me demande où nous pouvons aller et qui a le pouvoir d'aider les Tamouls. L'ITJP nous aidera-t-il à trouver une solution pour les Tamouls ? Quand les Tamouls se gouvernaient eux-mêmes, nous vivions heureux, sans problème. Nous souhaitons retrouver une situation similaire. L'ITJP garantira-t-il que nous obtenions une solution acceptable pour les Tamouls ? »⁶³.

Avenir incertain du financement. Aider les personnes dont la vie a été bouleversée implique de leur assurer un sentiment de sécurité – et pour cela, l'organisation qui les soutient doit aussi avoir une assurance de stabilité financière. L'ITJP fait face à des cycles de financement courts et incertains, axés principalement sur des projets spécifiques, qui ne couvrent pas les dépenses de base. Après avoir tout juste reçu des financements pour développer les compétences de notre personnel et avoir lancé un dialogue novateur avec un groupe de plus de 50 survivants, hommes et femmes, concernant les VSLC, nous nous trouvons paradoxalement au bord de la fermeture complète de notre programme SAST d'ici un an, par manque de fonds suffisants.

Rapports aux Donateurs. La surveillance et l'évaluation nécessitent une approche adaptée aux projets qui assistent des victimes/personnes survivantes traumatisées. Les obligations liées aux subventions nous obligent à solliciter les avis de nos bénéficiaires tous les trimestres, démarche qui peut se révéler assez intrusive pour les victimes/personnes survivantes. Développer des approches innovantes de compte rendu, qui mettent l'accent sur les progrès psychologiques au lieu des objectifs conventionnels chiffrés des projets de développement, est crucial, et cela devrait aussi englober plus de visites sur le terrain de la part des donateurs.

Dimension de Genre. En raison d'un manque de ressources pendant de nombreuses années, le projet SAST n'a pas été en mesure de mettre en place des groupes séparés pour les hommes et les femmes. Avec l'arrivée de la COVID-19, nous avons divisé les groupes en ligne par genre, car autrement les familles n'auraient pas autorisé les jeunes femmes à y participer. Durant la pandémie de la COVID-19, nous avons organisé des groupes distincts pour le soutien des femmes, qui se sont transformés en groupe de couture, puis en groupe d'écriture de poésie. Le groupe de femmes, bien que restreint et diversifié en termes d'âges et d'expériences vécues au Sri Lanka, a tissé des liens de solidarité et de soutien mutuel forts. Lorsque nous avons repris les réunions en présentiel après la COVID-19, les femmes ne voulaient initialement pas se regrouper de nouveau avec les hommes, ce qui a nécessité un changement de responsable du conseil. Cependant, lors des récentes consultations sur les VSLC, un groupe mixte de 50 personnes a été constitué, en raison du manque de ressources pour les séparer. Au début, les femmes étaient très réservées, mais avec le temps, leur participation active au dialogue leur a permis de gagner en assurance et d'exprimer leurs propres opinions. Les retours des hommes et des femmes sur ces séances ont été très positifs : « J'étais perplexe sur la façon de surmonter le traumatisme causé par la violence sexuelle, mais ces séances m'ont redonné espoir ».

RECOMMANDATIONS

1. **Entreprendre des actions de sensibilisation pour combler le déficit de justice et gérer les attentes de la communauté des victimes/personnes survivantes.**

Lorsque les voix des victimes/personnes survivantes sont réduites au silence, leur douleur et leur souffrance ignorées, leur quête de vérité et de justice niée, cela engendre un sentiment d'injustice et une profonde méfiance envers le système. Cela provoque des sentiments de marginalisation et d'exclusion ainsi qu'un désir aigu de représailles. En reconnaissant et validant les expériences des victimes/personnes survivantes, en leur offrant des opportunités de se faire entendre et en promouvant une compréhension globale de l'histoire, les sociétés peuvent œuvrer à briser le cycle du traumatisme et à établir une base de vérité, de justice et de guérison, réduisant ainsi le risque de radicalisation.

La rage et le sentiment de trahison des victimes/personnes survivantes, face à l'absence de justice et d'établissement des responsabilités au Sri Lanka, s'intensifient de manière exponentielle avec le temps. Il existe un énorme fossé entre les aspirations à la justice des victimes/personnes survivantes et la réalité actuelle. Ce sentiment de colère lié à cet écart représente un risque pour toute future initiative de justice transitionnelle. Cette frustration croissante se manifeste non seulement chez les victimes/personnes survivantes du projet et au Sri Lanka, mais aussi au sein de la diaspora plus large. Pour être efficaces, les victimes/personnes survivantes, quel que soit leur lieu de résidence, doivent unir leurs efforts autour d'objectifs réalisables, plutôt que de se disperser. Ces objectifs doivent être adaptés aux possibilités offertes par le climat politique actuel.

Nous proposons l'organisation d'une série de séances de sensibilisation bilingues, animées par des spécialistes, débutant avec l'équipe de l'ITJP et les victimes/personnes survivantes impliquées dans le projet SAST, pour ensuite s'étendre à la communauté tamoule de Sri Lanka ainsi qu'aux organisations communautaires qui fournissent des services en trauma et conseil psychologique, mais aussi en soutien juridique. L'objectif est de discuter des possibilités actuelles pour avancer sur les questions d'établissement des responsabilités et de justice. Parallèlement, une série de rencontres est prévue entre les familles de personnes disparues au Sri Lanka et d'autres groupes de victimes/personnes survivantes avec des diplomates stationnés à Colombo, afin de leur permettre de saisir directement la réalité du terrain.

2. **Inclure les Groupes « Difficiles »**

Dans le conte « La Belle au bois dormant », l'exclusion de la méchante fée, marraine du baptême de la princesse, conduit à un sort funeste qui se manifeste quinze ans plus tard. De la même manière, l'exclusion de groupes perçus comme difficiles peut avoir un coût à long terme. Les donateurs, incluant les États membres qui soutiennent et financent les dispositifs de justice transitionnelle au Sri Lanka, doivent embrasser une démarche plus globale, enrichie d'une perspective historique, multidisciplinaire et participative. Cette approche devrait tenir compte non seulement des opinions des groupements politiques jugés coopératifs, mais aussi des voix plus radicales ainsi que des victimes/personnes survivantes ressentant colère, trahison et exclusion. Les groupes de victimes ne veulent pas seulement le rétablissement de la vérité et insistent sur le fait qu'elle ne peut pas se substituer à l'établissement des responsabilités pénales, aux réparations et à la garantie de non-répétition.

Les victimes/personnes survivantes expriment leur frustration d'être conviées à des rencontres avec les donateurs uniquement en amont d'événements tels que les sommets dédiés à la lutte contre les violences sexuelles en période de conflit, et cela, uniquement sous l'étiquette d'exemples génériques de victimes/personnes survivantes. Ce faisant, on ignore les particularités politiques de leur nation d'origine, son historique dans la prévention de ce type de violences, sans même aborder la question de la collaboration des donateurs avec ceux qui nient ces faits, y compris les instances gouvernementales et les forces de sécurité au Sri Lanka.

Les victimes/personnes survivantes expriment une forte frustration face au fait que l'ONU (HCDH) a besoin de leur témoignage pour établir la responsabilité des violations passées, mais refuse de reconnaître ou d'intervenir face aux violations actuelles de VSC qui se poursuivent au Sri Lanka. Cette approche sélective est préjudiciable pour les victimes/personnes survivantes.

Nous proposons une série de rencontres régulières, en personne et confidentielles, entre les donateurs, les agences des Nations Unies et les titulaires de mandats spéciaux, les États membres du groupe central de Genève avec (a) les victimes/personnes survivantes (y compris les plus récentes) et, séparément, (b) les groupes de la diaspora exclus à l'étranger. Il est nécessaire d'organiser des réunions de groupe pour éviter que les victimes/personnes survivantes n'aient à revivre constamment leur traumatisme en revisitant ces problématiques avec de multiples parties prenantes. Un soutien psychosocial doit être fourni aux personnes participantes et un mécanisme de retour d'information devrait être mis en place pour que les victimes/personnes survivantes puissent connaître l'impact de leur plaidoyer.

3. Engagement à intégrer documentation et soutien psychosocial

Il est crucial de renforcer le plaidoyer auprès des donateurs qui soutiennent la documentation des VSLC, en s'assurant qu'ils incluent systématiquement un soutien psychosocial significatif dans la conception initiale de tous les projets. Le programme SAST, en collaboration avec l'ITJP, a apporté un soutien psychosocial indispensable, jouant un rôle crucial dans la protection des témoins et sauvant, à certains moments, des vies de manière littérale. « Sans la personne chargée du conseil, je ne serais pas ici aujourd'hui », a confié une victime ayant eu des pensées suicidaires, bien que l'ITJP ait rencontré des difficultés pour convaincre les donateurs de l'importance de ce lien. Sans la capacité d'offrir ce soutien psychosocial, le processus de documentation pourrait être perçu comme prédateur et opportuniste.

Nous proposons d'organiser une table ronde avec les donateurs finançant le travail de documentation des VSLC et un sous-groupe axé sur le Sri Lanka et les VSLC, pour débattre d'un engagement des donateurs à allouer un pourcentage des financements de la documentation au soutien des victimes/personnes survivantes, y compris pour le traumatisme, le conseil, l'assistance juridique et les besoins fondamentaux.

4. Il est impératif d'intégrer de manière intégrale le travail des personnes professionnelles chargées du soutien psychosocial à l'étranger et des personnes à l'intérieur du pays dans tout processus de réconciliation.

Le groupe de soutien de l'ITJP aide les victimes/personnes survivantes à l'étranger à devenir des conseillères et des conseillers professionnels, sensibles à la douleur et à la souffrance des victimes/personnes survivantes dans leur pays d'origine, en leur offrant l'espace et le temps nécessaires pour développer leur réflexion hors de ce contexte. Le programme SAST à Londres est un incubateur d'idées où les expériences profondes des victimes/personnes survivantes peuvent être abordées dans un cadre sécurisé, bien que ces apprentissages ne soient pas partagés avec les personnes professionnelles au Sri Lanka. De même, le personnel survivant à l'étranger, ayant quitté son pays, peut s'informer des développements et des défis rencontrés au Sri Lanka dans le domaine des soins de santé mentale.

Nous proposons d'accroître les investissements afin de tirer parti des acquis du projet et d'établir des ponts entre les Sri-Lankaises et les Sri-Lankais résidant à l'étranger et les organisations qui, au sein du pays, s'attendent à des enjeux similaires. Ceci serait réalisé au moyen de formations en face à face et d'échanges de bonnes pratiques lors de séances de supervision en ligne.

5. Recherche sur les Traumatismes Intergénérationnels

Les personnes sri-lankaises affectées par le conflit sont celles qui sont nées avant, durant, ou après la guerre. La transmission transgénérationnelle du traumatisme va au-delà de la simple transmission, car elle implique l'impact sur les générations suivantes par l'exposition à des souvenirs non exprimés et à des expériences ancrées dans l'inconscient collectif. Ces expériences s'enracinent au sein de l'unité familiale. Chaque génération consécutive est affectée, conduisant à l'émergence d'une nouvelle génération que les responsables tamouls du travail social, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, décrivent comme manifestant une agressivité accrue ou un repli sur soi, ainsi que des tendances potentiellement violentes et dangereuses au sein des groupes. Les traumatismes intergénérationnels doivent également tenir compte des événements historiques tels que Mulliyaikkal à la fin de la guerre en 2009, les disparitions forcées, les meurtres de proches, les camps de réhabilitation, la torture et la violence sexuelle, tous ayant causé un traumatisme collectif qui pourrait impacter durablement les générations futures, ainsi que les générations actuelles au Sri Lanka et dans la diaspora. À l'étranger, cela se manifeste chez les enfants des cadres des LTTE disparus à la fin de la guerre. C'est un domaine qui nécessite davantage de recherche. Les traumatismes non résolus et les émotions associées alimentent les sentiments d'injustice, de colère, de trahison et de ressentiment. En l'absence d'un récit historique véridique et complet, de justice et de réparations, la jeune génération, en quête de réponses et de sens, pourrait devenir vulnérable aux idéologies radicales offrant des explications simplistes ou des récits validant leurs expériences de douleur et de victimisation.

Nous proposons l'élaboration d'un document de recherche sur les « traumatismes collectifs », un type de traumatisme subi par une vaste population sur une période prolongée, constituant un fardeau extrême et durable, à l'image de celui vécu par le peuple tamoul pendant plus de trois décennies. Depuis la fin de la guerre en 2009, ces personnes ont enduré des mois, voire des années, de terreur, en plus de la cruauté physique, de la faim, de l'impuissance, de l'humiliation et de la déshumanisation. Cette recherche devrait explorer le « syndrome de la personne survivante », caractérisé par un deuil ininterrompu, et la « culpabilité de la personne survivante », accompagnée d'une incapacité à exprimer la douleur ressentie. Le document devrait également étudier les réactions psychosomatiques, les maladies, et l'agression réactive chronique dirigée contre soi-même, menant à une dépression réactive chronique.

Bibliographie

- Ager, A., Strang, A., & Wessells, "Community Reintegration of Survivors of Conflict-Related Sexual Violence: A Literature Review," *Intervention: Journal of Mental Health and Psychosocial Support in Conflict Affected Areas* 13, no. 3 (2015): 177-196.
- Basoglu, M., "The Geography of Trauma: Torture and Its Aftermath," *European Journal of Psychotraumatology* 7, no. 1 (2016).
- Birman, D., Tran, N., & Williams, "From Refugees to Resettlement: The Longitudinal Roles of Identity, Mental Health, and Social Support in Shaping Refugees' Resettlement Adaptation," *American Journal of Community Psychology* 1, nos. 1-2 (2008): 17-31.
- Centre For Policy Alternatives, Accountability and Reparations for Victims of Conflict Related Sexual Violence in Sri Lanka (2016): <https://www.cpalanka.org/wp-content/uploads/2016/07/CSV-paper-June-2016.pdf>.
- Cohn, C., & Goodwin-Gill, G. S., "Sexual Violence in Armed Conflict: A Violation of Trust," *International Review of the Red Cross* Year 34, no. 289 (1994): 79-90.

- Freyd, J. J., & Birrell, P. J., "The Betrayal Trauma Theory: The Impact of Betrayal on Mental and Physical Health," *Trauma, Violence, & Abuse* 14, no. 4 (2013): 353–366.
- Good, A., & Anderson, J., "Torture, Trust, and Truth: The Normative and Psychological Dilemmas of Veracity in Asylum Seeking," *International Journal of Law and Psychiatry*, 53 (2017): 1–9.
- Gowrinathan, Nimmi, "Inside Camps, Outside Battlefields," <https://sangam.org/wp-content/uploads/2021/05/Gowrinathan-Inside-Camps-Outside-Battlefields-2013.pdf>.
- Human Rights Watch, "We will teach you a lesson - Sexual Violence against Tamils by Sri Lankan Security Forces" (2013): <https://www.hrw.org/report/2013/02/26/we-will-teach-you-lesson/sexual-violence-against-tamils-sri-lankan-security-forces>.
- International Crimes Evidence Project (ICEP), '*Island of Impunity: Investigation into international crimes in the final stages of the Sri Lankan civil war*' (2014): <https://piac.asn.au/project-highlight/international-crimes-evidence-project/>.
- ITJP, "Unsilenced: Male Survivors Speak of conflict related sexual violence in Sri Lanka," 2018, https://itjpsl.com/assets/ITJP_unsilenced_report-final.pdf.
- ITJP, "Sri Lanka: Torture and Sexual Violence by Security Forces," 2020–21, <https://itjpsl.com/reports/torture-2020-21>.
- Nickerson, A., Bryant, R. A., Steel, Z., Silove, D., & Brooks, R., "Broken Trust: Conceptualizing the Emotional Impact of Torture," *Journal of Traumatic Stress* 24, no. 4 (2011): 442–446.
- Price, L., & Shildrick, *Embodied Resistance: Challenging the Norms, Breaking the Silence* (Palgrave Macmillan, 2011).
- Jayawardena and Jayawardena, ed. *The Search for Justice: The Sri Lanka Papers* (University of Chicago Press, 2017).
- Kaczurkin, A. N., Asnaani, A., Alpert, E., & Foa, E. B., "Attachment Insecurity as a Mediator Between Betrayal Trauma and Posttraumatic Stress Disorder Symptoms," *Journal of Traumatic Stress* 29, no. 3 (2016).
- Niriella, M. A. D. S. J. S., *Adequacy of the Contemporary Legal Framework to Avoid Secondary Victimization in the Criminal Justice System in Sri Lanka: Special Reference to Rape Victims, Marriage & Family Review* 57, no. 3 (2021): 191–219, <https://doi.org/10.1080/01494929.2020.1847233>.
- Peel M, Mahtani A, Hinshelwood G, Forrest D. The sexual abuse of men in detention in Sri Lanka. *Lancet*. 2000 Jun 10;355(9220):2069-70. Doi: 10.1016/S0140-6736(00)02368-0. PMID: 10885371.
- Rafferty, L., Österlund, E., & Fiske, L. "The Impact of Conflict-Related Sexual Violence on the Formation, Maintenance, and Transformation of Survivor Identities: A Systematic Literature Review," *Trauma, Violence, & Abuse* 21, no. 5 (2020): 911–925.
- Rothschild, B., *The Body Remembers: The Psychophysiology of Trauma and Trauma Treatment*, (Norton Professional Press, 2000).
- Sri Lanka Campaign for Peace and Justice, "Crimes Against Humanity in Sri Lanka's Northern Province," (2014): <https://www.srilankacampaign.org/our-new-report-points-to-ongoing-crimes-against-humanity-in-sri-lankas-north/>.
- Steel, Z., Chey, T., Silove, D., Marnane, C., Bryant, R. A., & van Ommeren, M., *Association of torture and other potentially traumatic events with mental health outcomes among populations exposed to mass conflict and displacement: a systematic review and meta-analysis*. *Journal of the American Medical Association* 302, no. 5 (2009): 537-549.
- Traunmüller, R., Kijewski, S., & Freitag, M., "The Silent Victims of Sexual Violence during War: Evidence from a List Experiment in Sri Lanka," *Journal of Conflict Resolution* 63, no. 9 (2019): 2015–2042, <https://doi.org/10.1177/0022002719828053>.

United Nations, OISL, Report of the OHCHR Investigation on Sri Lanka, A/HRC.30.CRP.2 (2015).

Wood, E. J., "Armed Groups and Sexual Violence: When Is Wartime Rape Rare?" *Politics & Society* 37, no. 1 (2009): 131-161.

<https://doi.org/10.1177/0032329208329755>

Yehuda, R., & Bierer, L. M., "Transgenerational transmission of cortisol and PTSD risk," *Progress in Brain Research* 167 (2008): 121-135.

Yehuda, R., Daskalakis, N. P., Bierer, L. M., Bader, H. N., Klengel, T., Holsboer, F., & Binder, E. B., "Holocaust exposure induced intergenerational effects on FKBP5 methylation," *Biological Psychiatry* 80, no. 5 (2016): 372-380.

Notas finales

- 1 Le terme « victime » est ici utilisé pour désigner la personne survivante lorsqu'elle est inscrite dans un programme de soutien.
- 2 « Sri Lanka risque de commettre à nouveau de graves violations des droits de l'homme », Rapport de l'ONU (27 janvier 2021) : <https://www.ohchr.org/fr/2021/01/sri-lanka-alarmering-path-to-wards-recurrence-grave-human-rights-violations-un-report?LangID=F&NewsID=26695>
- 3 L'ITJP a mené des actions en justice en Amérique latine, aux États-Unis et en Europe.
- 4 Rapport du Secrétaire général des Nations unies sur le Groupe d'experts relatifs à l'établissement des responsabilités au Sri Lanka, 31 mars 2011, disponible sur : <https://www.refworld.org/docid/4db7b23e2.html> [consulté le 17 juillet 2023].
- 5 Peel, Michael, A. Mahtani, Gill Hinshelwood, and Duncan Forrest. 2000. «The Sexual Abuse of Men in Detention in Sri Lanka.» *The Lancet*: 355 (10): 2069-70.
- 6 Perera, Sasanka. 1998. *Political Violence in Sri Lanka: Dynamics, Consequences and Issues of Democratization*. Colombo, Sri Lanka: Centre for Women's Research.
- 7 UN Human Rights Council, Report of the OHCHR Investigation on Sri Lanka (OISL), 16 septembre 2015, A/HRC/30/CRP.2, disponible à : <https://www.refworld.org/docid/55ffb1d04.html> [consulté le 17 juillet 2023].
- 8 International Truth and Justice Project Sri Lanka, "Silenced."
- 9 Nations Unies, Note d'orientation du Secrétaire général - Réparations pour les violences sexuelles en contexte de conflit, juin 2014.
- 10 Sandesh Sivakumaran, *Sexual Violence Against Men in Armed Conflict* The European Journal of International Law Vol. 18 no. 2, 253, 256 (2007), disponible à <http://ejil.org/pdfs>.
- 11 Global Survivors Fund – <https://genderchampions.com/events/global-survivors-fund-co-creating-reparations-with-survivors-of-conflict-related-sexual-violence-lessons-learned-and-emerging-best-practice>. « L'expression « violences sexuelles liées aux conflits (VSLC) » recouvre des actes tels que le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, la grossesse forcée, l'avortement forcé, la stérilisation forcée, le mariage forcé, ainsi que toute autre forme de violence sexuelle de gravité comparable, perpétrés contre des femmes, des hommes, des filles ou des garçons, et ayant un lien direct ou indirect avec un conflit ». <https://www.un.org/sexualviolenceinconflict/wp-content/uploads/2019/12/report/violences-sexuelles-liees-aux-conflits-rapport-du-secretaire-general-s-2019-280-francais/FR.pdf>; [Rapport du SGNU sur les violences sexuelles liées au conflit \(S/2019/280\)](https://www.un.org/sexualviolenceinconflict/wp-content/uploads/2019/12/report/violences-sexuelles-liees-aux-conflits-rapport-du-sgnu-sur-les-violences-sexuelles-liees-au-conflit-s-2019-280). Pour le CICR, l'acronyme VSLC est utilisé pour décrire des actes à caractère sexuel commis en usant de la force ou de la coercition, pouvant s'exercer dans des conditions telles que la menace de violence, la contrainte, la détention, des pressions psychologiques ou un abus de pouvoir sur une victime – homme, femme, garçon ou fille ». <https://www.icrc.org/fr/document/questions-et-reponses-la-violence-sexuelle-dans-les-conflits-armes>.
- 12 OISL, A/HRC/30/CRP.2, paragraphe 591.
- 13 La disparité dans l'usage de la violence sexuelle a été mise en évidence (Wood 2006, 2009), aucun rapport ne faisant état de l'implication du LTTE dans de telles exactions (OISL 2015, 117). Selon diverses sources, le LTTE imposait de fortes sanctions aux membres reconnus coupables d'actes de violence sexuelle (OISL, 117). "The Silent Victims of Sexual Violence during War: Evidence from a List Experiment in Sri Lanka," Richard Traummüller, Sara Kijewski, and Markus Freitag, *Journal of Conflict Resolution* 1-28 (2019). And Jayawardena and Jayawardena, ed. *The Search for Justice: The Sri Lanka Papers*: 6. "WMC Women Under Siege, No, war doesn't have to mean rape" (2013): <https://womensmediacenter.com/women-under-siege/no-war-doesnt-have-to-mean-rape>.
- 14 Cela inclut notamment des factions dissidentes des LTTE de l'Est du Sri Lanka qui se sont séparées en 2004 pour rejoindre les forces de sécurité (groupe Karuna, ensuite fragmenté), ainsi que des militants tamouls des années 1980 ralliés au gouvernement, comme le Parti démocratique du peuple d'Eelam (EPDP).
- 15 HRW (2013), "We Will Teach You a Lesson"; Sooka, Yasmin (2014), "An Unfinished War: Torture and Sexual Violence in Sri Lanka 2009-2014", Bar Human Rights Committee of England and Wales, <https://www.refworld.org/docid/5130850f2.html>; OISL Report, para. 372. Voir aussi la Campagne pour la paix et la justice au Sri Lanka, "Crimes Against Humanity in Sri Lanka's Northern Province," (2014): <https://www.srilankacampaign.org/our-new-report-points-to>

- ongoing-crimes-against-humanity-in-sri-lanka-north/, [hereinafter “Crimes Against Humanity in Sri Lanka’s Northern Province”], cited in the Sri Lanka Supplement to the International Protocol.
- 16 HRW (2013), “We Will Teach You a Lesson”, page 6, cité dans le Sri Lanka Supplement to the International Protocol.
- 17 “Concept Note, Reinforcing the fight against impunity - the case of Sri Lanka,” Roundtable hosted by the Foundation for Human Rights in South Africa, the International Truth and Justice Project Sri Lanka and Journalists for Democracy Sri Lanka (15 février 2022) : https://www.facebook.com/watch/live/?ref=watch_permalink&v=921277335257864. ITJP, “Sri Lanka: Torture and Sexual Violence by Security Forces, 2020-21” (2021) : <https://itjpsl.com/reports/torture-2020-21>.
- 18 Rapport de la OISL, pages 117-128. Voir également l’International Crimes Evidence Project (ICEP), ‘Island of Impunity’: Investigation into international crimes in the final stages of the Sri Lankan civil war’, (février 2014): 150 pages, https://www.piac.asn.au/wp-content/uploads/island_of_impunity.pdf.
- 19 Voir, par exemple, le rapport de mission du Rapporteur spécial (2016), A/HRC/34/54/Add.2, paragraphe 43, cité dans le Supplément au Sri Lanka du Protocole international.
- 20 Anne Woodworth & Bhavani Fonseka (July 2016), “Accountability and Reparations for Victims of Conflict Related Sexual Violence in Sri Lanka,” Centre for Policy Alternatives Discussion Paper: 5, <https://www.cpalanka.org/wp-content/uploads/2016/07/CSV-paper-June-2016.pdf>; Rapport OISL, paragraphes. 116 and 597; Special Rapporteur on Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, “Report of the Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment on his mission to Sri Lanka” (Dec 2016), A/HRC/34/54, para. 26 (“Special Rapporteur Mission Report”); HRW (2013), “We Will Teach You a Lesson”: 40; ITJP (2017) “Unstopped”: 41-47, cité dans le Supplément au Sri Lanka du Protocole international.
- 21 “The Silent Victims of Sexual Violence during War: Evidence from a List Experiment in Sri Lanka,” Richard Traummüller, Sara Kijewski, and Markus Freitag, *Journal of Conflict Resolution* (2019): 1–28.
- 22 Peel M, Mahtani A, Hinshelwood G, Forrest D. The sexual abuse of men in detention in Sri Lanka. *Lancet*. 2000 Jun 10;355(9220):2069–70. doi: 10.1016/S0140-6736(00)02368-0. PMID: 10885371.
- 23 “Tainted Peace: Torture in Sri Lanka since May 2009” summary version (Aug 2015): “...sexual torture (71%) including rape (39% of all cases),” <https://www.freedomfromtorture.org/sites/default/files/2019-04/Tainted%20peace%20-%20torture%20in%20Sri%20Lanka%20since%20May%202009%20English%20Summary.pdf>. *Too Little Change: Ongoing Torture In Security Operations In Sri Lanka*, (Feb 2019): « La majorité des cas révélés implique des actes de torture sexuelle, la plupart ayant subi une forme de viol (anal, vaginal, oral ou pénétration avec des objets dont des bouteilles) ». Trois personnes ont déclaré avoir subi plusieurs viols et cinq personnes ont été victimes de viols en réunion.
- 24 “‘We Will Teach You a Lesson’ Sexual Violence against Tamils by Sri Lankan Security Forces” (26 février 2013): <https://www.hrw.org/report/2013/02/26/we-will-teach-you-lesson/sexual-violence-against-tamils-sri-lankan-security-forces>.
- 25 ITJP, “Unsilenced: Male Survivors Speak of conflict related sexual violence in Sri Lanka” (2018): https://itjpsl.com/assets/ITJP_unsilenced_report-final.pdf.
- 26 Une étude de l’ONU sur les hommes en Asie-Pacifique révèle des taux élevés de violence sexuelle dans la région (10 septembre 2013) : <https://www.svri.org/sites/default/files/attachments/2016-07-19/RBAP-Gender-2013-P4P-VAW-Report-Summary.pdf>.
- 27 OISL, A/HRC/30/CRP.2, paragraphe 591.
- 28 Articles 363 et 364 du Code pénal.
- 29 Le Code pénal (Ordonnance N° 2 de 1883) est la pierre angulaire du droit pénal et criminel au Sri Lanka. Cette loi a été promulguée en 1883. Deux amendements ont été effectués sous forme de Loi d’amendement du Code pénal.
- 30 Ibid.
- 31 Articles 363 et 364 du Code pénal.
- 32 Selon les statistiques de la police sri-lankaise sur les procès pour viol, peu susceptibles de refléter la réalité des VSLC, on dénombre uniquement 21 condamnations et 27 acquittements entre 2006 et 2016, avec plus de 2000 cas toujours en attente, d’après Muthukuda Arachchige Dona Shiroma Jeeva Shirajanie Niriella (2021).
- 33 ITJP, “Unsilenced: Male Survivors Speak of conflict related sexual violence in Sri Lanka,” 2018, https://itjpsl.com/assets/ITJP_unsilenced_report-final.pdf. Niriella, M. A. D. S. J. S., *Adequacy of the Contemporary Legal Framework to Avoid Secondary Victimization in the Criminal Justice System in Sri Lanka: Special Reference to Rape Victims, Marriage & Family Review* 57, no. 3 (2021): 192, <https://doi.org/10.1080/01494929.2020.1847233>.
- 34 E Fulu, X Warner, S Miedema, R Jewkes, T Roselli and J Lang, “Why Do Some Men Use Violence Against Women and How Can We Prevent It? Quantitative Findings from the United Nations Multi-country Study on Men and Violence in Asia and the Pacific” 2013, Bangkok: UNDP, UNFPA, UN Women and UNV page 45, <https://www.undp.org/asia-pacific/publications/why-do-some-men-use-violence-against-women-and-how-can-we-prevent-it>.
- 35 <https://www.cpalanka.org/wp-content/uploads/2020/11/Law-Reform-to-combat-SGBV-PART-1-General-Centre-for-Policy-Alternatives.pdf>.
- 36 Human Rights Watch, “We will teach you a lesson,” supra note 1 at 18,19; Yogalingam Vijitha v. Wijesekara, Reserve Sub. Sous-Inspecteur de police, S.C. (FR), no. 186/2001, SCM 23.8.2002.
- 37 Assemblée générale de l’ONU, « Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l’homme et de violations graves du droit international humanitaire » : résolution adoptée le 21 mars 2006, A/RES/60/147, <https://www.refworld.org/docid/4721cb942.html>.
- 38 Témoignages de personnes survivantes, ITJP (mars 2023) : « L’ITJP répond rapidement à nos besoins immédiats en période de solitude », « Nous trouvons des solutions à nos problèmes ». Nous sommes traités comme des membres d’une famille ».
- 39 Le traumatisme collectif représente un bouleversement majeur dans l’histoire d’un groupe, impactant profondément et durablement des communautés entières et même les générations postérieures à l’événement traumatisant (Bouchat et al., 2017 ; Hirschberger, 2018). Un événement traumatique affectant une société entière ne se résume pas à un ensemble de faits historiques, mais constitue également une tragédie ancrée dans la mémoire collective. (Hirschberger, 2018, p. 1).
- 40 K. Anasarias and B. Escalante, “Healing traumatic wounds of war,” *Balintang Balay*, vol. 9, nos. 2-3 (2001).
- 41 Quote from Shari Eppel, Amani Trust Zimbabwe, “Healing the dead to transform the living: Exhumation and reburial in Zimbabwe,” *Regional and Human Rights’ Contexts and DNA* (University of California, Berkeley, 26-27 April 2001).
- 42 Comptes-rendus de la réunion consultative sur les VSLC.
- 43 Témoignages de personnes survivantes, ITJP (Mars 2023) : « La personne chargée du conseil partage nos problèmes et nous offre des solutions », « Je ressens un soulagement mental durant cette séance, car la personne chargée du conseil nous comprend et s’adapte à nos besoins », « Cela nous redonne espoir de vivre ». Retours de l’ITJP (mars 2023) : « Nous pouvons discuter et partager beaucoup avec X et obtenir des solutions. Elle est amicale avec nous. Au lieu de composer le 111 ou le 999, nous avons l’habitude de contacter le numéro de X ».
- 44 Niriella, M. A. D. S. J. S. (2021).
- 45 Statement to the Human Rights Council on 2 June 2022 titled « Renforcer la justice et l’établissement des responsabilités face aux violations graves du droit international », <https://www.ohchr.org/fr/statements/2022/06/strengthening-accountability-and-justice-serious-violations-international-law>
- 46 « Depuis notre arrivée, nous éprouvons un profond sentiment de solitude. Nous évitons de socialiser avec nos compatriotes, ce qui nous plonge dans le désespoir, la perturbation et la confusion concernant l’avenir. Nous parlons peu aux autres, préférant rester isolés, évitant les interactions sociales, et parfois, nous ne ressentons même pas la faim. De temps en temps, il nous est difficile d’oublier ce qui s’est passé, en raison des souvenirs intenses et persistants ».
- 47 L’ITJP a lutté activement pour l’intégration de leurs opinions dans le processus de consultation en 2016 au Sri Lanka et a mené une étude : “Forgotten: Sri Lanka’s exiled victims” (2016): <https://itjpsl.com/reports/forgotten-sri-lanka-exiled-victims-2016>.

- 48 Comme le souligne une survivante : « Toute la communauté est affectée par la violence sexuelle ».
- 49 Rawidowicz, 1967: 423; Hirschberger & Ein-Dor, 2020; Hirschberger, Ein-Dor, et al., 2016; Kelman, 1992; Schori-Eyal, Klar, & Ben-Ami, 2017; Schori-Eyal, Klar, Roccas, & McNeill, 2017; Wohl et al., 2010.
- 50 Témoin 341 de l'ITJP.
- 51 Témoin 125 de l'ITJP.
- 52 "An Unfinished War," ITJP (2014): <https://itjpsl.com/reports/an-unfinished-war-2014>. "A Still Unfinished War," ITJP (2015): <https://itjpsl.com/reports/a-still-unfinished-war-2015>. "Silenced," ITJP (2016): <https://itjpsl.com/reports/silenced-survivors-of-torture-and-sexual-violence-2016>. "Torture 2020-2021," ITJP (2021): <https://itjpsl.com/reports/torture-2020-21>. Etc.
- 53 "The Navy: A collective blind eye," ITJP (2019): <https://itjpsl.com/reports/the-navy-a-collective-blind-eye>. "Terrorism Investigation Division," ITJP (2019): <https://itjpsl.com/reports/terrorism-investigation-division>. "The Special Task Force," ITJP (2018): <https://itjpsl.com/reports/the-special-task-force>.
- 54 "Joseph Camp," ITJP (2017): <https://itjpsl.com/reports/joseph-camp>.
- 55 <https://itjpsl.com/reports/the-case-against-jagath-jayasuriya>.
- 56 <https://itjpsl.com/press-releases/torture-victims-plan-to-refile-case-against-sri-lankan-president-when-he-leaves-office>.
- 57 <https://itjpsl.com/press-releases/torture-victims-plan-to-refile-case-against-sri-lankan-president-when-he-leaves-office>.
- 58 Les « Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire (Principes fondamentaux) » précisent d'avantage ce droit. Ces principes spécifient les types de réparations pouvant être nécessaires, selon les circonstances particulières de chaque cas, pour offrir une réparation adéquate et efficace aux victimes. Ils reconnaissent explicitement cinq formes de réparation pour de telles violations : restitution, compensation, réhabilitation, satisfaction et garanties de non-répétition, conformément aux Principes Joinet Orentlicher.
- 59 Shelton, D., Remedies in International Human Rights (Oxford University Press, 2005): 275.
- 60 Formulaire de retour d'information.
- 61 La « souffrance sociale », telle que conceptualisée par Arthur Kleinman, désigne les effets néfastes ressentis par les individus et les communautés en raison de la détresse résultant des inégalités structurelles, de la discrimination, de la violence systémique, de la pauvreté, du déplacement ou d'autres conditions sociales défavorables. Elle reconnaît les dimensions sociales et culturelles de la souffrance et met l'accent sur l'impact des facteurs sociopolitiques sur les individus et les communautés. La perspective de Kleinman met en relief l'importance de comprendre le contexte socioculturel et les expériences collectives de souffrance. Reconnaître la souffrance sociale permet de s'attaquer aux facteurs structurels plus larges qui alimentent la détresse individuelle et communautaire. Cette perspective favorise une approche globale de la santé mentale et du bien-être, prenant en compte les facteurs sociaux, économiques et politiques, en plus des expériences individuelles.
- 62 https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/12-58492_feb13.pdf.
- 63 Notes de la consultation GSF, 13 juillet 2023.



GIJTR

Global Initiative for Justice
Truth & Reconciliation